

Produire en France

Pourquoi concevoir et produire en France ? La question n'a jamais été autant d'actualité. Jean-Marc Richard (E82), après vingt ans d'un parcours qui l'a amené de IBM à HSBC en passant par les Citadines, qui a rejoint la Fondation AMIPI en 2002, en pleine crise du secteur automobile, et David Simonnet (E93), entrepreneur dans l'industrie, dirigeant du groupe Axyntis, leader indépendant de la chimie fine, qu'il a contribué à développer pendant dix ans, répondent sur les enjeux de la production en France.

Reflets Magazine : Pourquoi produisez-vous en France ?

Jean-Marc Richard : Dans ses six « usines apprenantes », la Fondation AMIPI fabrique un produit ultra délocalisable, le câblage automobile, dont la main d'œuvre représente entre 50 et 80 % du coût. Seulement, 80 % de nos collaborateurs sont en situation de handicap cognitif, donc non délocalisables. Nos statuts reconnus d'utilité publique ne nous laissent pas d'autre choix que de produire en France.

David Simonnet : Nos six sites de production et trois centres de R&D sont en France. La création d'Axyntis reposait sur la volonté de regrouper plusieurs acteurs du métier de la chimie en France afin de les consolider et de créer des synergies pour être plus compétitifs à l'international, où nous réalisons 70 % du CA.

RM : Quels en sont les avantages ?

J.-M. Richard : Nous travaillons avec les principaux constructeurs et équipementiers automobiles, qui achètent désormais la plus grosse partie de leur câblage à l'étranger.

La présence de nos usines en France leur permet de bénéficier de la proximité avec leurs prin-

cipaux sites pour les phases de recherche-développement. Cette proximité permet également une certaine souplesse dans les processus de production et de livraison en flux de plus en plus tendus.

D. Simonnet : La proximité de nos unités permet également d'harmoniser nos politiques Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement, dont les normes sont exigeantes en France. Le pays demeure attractif, ce qui nous a permis de convaincre un partenaire japonais d'investir et de développer de nouvelles activités dans les silices sur nos usines.

RM : À quels obstacles vous heurtez-vous ?

J.-M. Richard : Le principal obstacle est bien sûr le coût du travail. Il est extrêmement difficile, voire impossible, de résister à des clients qui peuvent obtenir nos produits sur le marché mondialisé, pratiquement à la moitié de nos propres coûts de fabrication. Dans le contexte actuel de bonne santé du secteur automobile, nous arrivons à stabiliser notre activité en agissant sur tous les leviers possibles, parmi lesquels l'optimisation de nos coûts de fabrication et la valorisation du RSE de nos clients à travers leurs achats.

D. Simonnet : L'inflation des normes auxquelles nous sommes soumis et leur contrôle souvent différent d'un site à l'autre nous exposent à une concurrence déloyale qui ne met pas en œuvre les mêmes normes et n'est pas contrôlée aussi strictement. C'est un paradoxe qu'il faut résoudre, car l'inflation de nos normes et leur contrôle détruisent de l'emploi industriel au profit de zones économiques qui ne mettent pas en œuvre ces mêmes normes.

RM : Produire en France peut-il être plus intéressant financièrement que de délocaliser ?

J.-M. Richard : Il faut comparer le coût global du travail au coût global du non-travail.

Lorsque l'AMIPI insère 75 personnes depuis

DOSSIER **Made in France**



aura pas de réindustrialisation au sens de l'accroissement de la part de l'industrie dans le PIB français. En revanche, notre industrie doit évoluer vers des productions à valeur ajoutée comme l'Allemagne, et doit se structurer autour des champions cachés, ces ETI qui ont résisté à la crise, innovent et exportent comme Axyntis.

RM : S'agit-il de la même industrie que par le passé ?

J.-M. Richard : On parle beaucoup d'usine du futur, d'industrie 4.0, de robotisation. À l'AMIPI, nous misons plutôt sur un changement de regard sur l'usine, dès lors qu'on la voit comme un lieu d'apprentissage et d'ouverture sur d'autres mondes. Notre moteur historique est la dualité de l'organisation, c'est-à-dire concrètement des usines où la même activité développe simultanément des produits technologiques et des apprentissages contribuant à faire grandir l'autonomie des personnes. En prenant appui sur ces usines, devenues Unités de production, d'apprentissages et d'insertion (UPAI), le débat démocratique pourrait se réapproprier l'enjeu du travail manuel industriel qui participe à la cohésion des territoires.

D. Simonnet : L'industrie du passé porte en elle les savoir-faire nécessaires qu'il ne faut pas perdre, sous peine de voir notre souveraineté économique sombrer. En revanche, ces savoir-faire doivent être mieux insérés dans une mondialisation régulée et servis par de nouveaux services à apporter aux clients. Un objet industriel n'a de valeur que dans sa mise en œuvre et l'innovation et la qualité qui y sont attachés.

2009, c'est l'équivalent de plus de 17 millions d'euros de non dépenses publiques. Le coût de la privation d'emploi est de 46 milliards chaque année en France. Il faut vraiment faire d'« un travail pour tous » une priorité et transférer une part des charges sociales liées au non-travail sur l'apprentissage, et baisser les charges sur le travail manufacturier. L'Allemagne compte sept fois plus d'apprentis qu'en France et sept fois moins de chômage. Ses usines sont des usines apprenantes, elles sont le chemin du plein emploi, notamment pour les populations qui en sont le plus éloignées.

D. Simonnet : Nous avons amélioré significativement notre compétitivité hors coûts grâce à l'expérience en chimie des équipes d'Axyntis et à leurs échanges sur les bonnes pratiques de production, de gestion de projets. Financièrement, le soutien de la R&D par le crédit impôt recherche est important. La délocalisation n'est pas une option que nous avons étudiée car nous nous positionnons sur de la sous-traitance à valeur ajoutée. Nous sommes sortis d'une concurrence par les coûts en développant nos services et nos technologies.

RM : Produire en France serait-il un choix éthique ?

J.-M. Richard : On peut vouloir, par ses décisions économiques, contribuer à une société qui fait

une place à chacun, qui donne à chacun une autonomie et une responsabilité.

D. Simonnet : C'est un choix politique. Nous participons très directement à la défense de la souveraineté industrielle quant à l'accès aux principes actifs à usage pharmaceutique en préservant ces capacités de production en France. Ce choix est souvent le fait d'industriels engagés, mais le soutien de l'État et des syndicats demeure faible, voire ambigu. Davantage que de moyens financiers, les industriels ont besoin d'un environnement politique favorable. C'est l'un des enjeux du nouveau quinquennat pour lequel je me suis engagé comme candidat aux législatives.

RM : Globalement, peut-on dire qu'une réindustrialisation de la France est en cours ?

J.-M. Richard : Je l'espère et ma conviction est que notre pays n'a plus le choix.

D. Simonnet : Il faut stopper l'hémorragie. Il n'y

“ On peut vouloir, par ses décisions économiques, contribuer à une société qui fait une place à chacun, qui donne à chacun une autonomie et une responsabilité. ”